

Communiqué de presse

Luxembourg, le 5 janvier 2021

L'Horesca est scandalisée par les déclarations gouvernementales de ce jour

Tous les secteurs de l'économie sont ouverts, les cinémas et théâtres même les activités sportives sont à nouveau autorisées, mais le secteur Horeca reste fermé et est le grand perdant de cette crise. A nos yeux les décisions prises ne vont pas contribuer à une ouverture sous peu de notre secteur.

Pour notre secteur on aurait au moins pu rouvrir les terrasses, comme il n'est pas interdit de boire et manger sur la voie publique. Notre secteur est pénalisé et suite aux explications de la conférence de presse d'aujourd'hui, nous concluons que nous subissons les conséquences du comportement de certains concitoyens.

Selon les déclarations de Madame la Ministre de la Santé notre secteur représenterait un danger majeur pour la propagation du corona virus.

Ceci est inadmissible ! Aucun chiffre laissant présumer une telle déclaration ne nous a été présenté à ce jour. Selon le Premier Ministre ce sont les contaminations dans le domaine privé qui sont plutôt la source des infections. Nous demandons à Madame la Ministre de nous fournir les chiffres sur lesquelles l'on se base.

Nous nous posons la question sur les chiffres avancés des nouvelles infections d'il y a quelques semaines, de 500 nouvelles infections conditionnant la réouverture totale des secteurs, alors que maintenant l'on avance le chiffre de moins de 200 nouvelles infections. Ce changement de position est incompréhensible à nos yeux.

Nous regrettons que le taux de mortalité ait augmenté en 2020, mais donnons à réfléchir que les tests rapides auraient certainement pu contribuer à réduire le nombre d'infections. Nous sommes tous conscients du danger de ce virus et que la santé publique prime, mais ce n'est pas notre secteur qui est la source de ce fléau.

Nous saluons les nouvelles aides mis en place par le gouvernement, cependant ces aides ne contribuent que partiellement au paiement des frais de l'entreprise. C'est pour cette raison que nous demandons une aide d'urgence pour tous les indépendants. Nombreux sont ceux qui depuis 6 mois n'ont plus de moyens et dont l'existence de l'entreprise et des familles entières est en péril, non seulement financièrement mais aussi au niveau mental.

Nous sommes dans une situation désastreuse indépendante de notre volonté, nos entreprises sont par décisions administrative fermées plus de 125 jours et on nous prive de notre droit d'exercer ce qui revient à une expropriation de nos biens. Selon l'article 16 de la constitution, nul ne peut être privé de sa propriété, que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi.

Nous demandons que 100% de nos frais soient pris en compte par le gouvernement.

Nous demandons en outre une procédure de remboursement accélérée sous 5 jours ouvrables pour le chômage partiel dès que la déclaration du décompte est faite. Les formulaires des demandes doivent être en ligne dès le premier jour du mois. Le formulaire actuel n'est en ligne que depuis quelques heures. De nombreuses entreprises ont avancé plus de deux mois de masses salariales et n'ont plus de liquidités pour remplir leurs obligations. Si nous voulons éviter une vague de licenciements il faut accélérer les procédures.

On nous demande d'être solidaire, mais qui est solidaire avec nous. Le commerce entier a pu profiter des fêtes de fin d'année pour faire des réserves qui leur permettent de réduire leurs dettes. Mais pas le secteur Horeca.

Les entraves dans les mécanismes d'aides en faveur de notre secteur doivent être revus et adapté à la situation réelle sur le terrain si nous voulons éviter une vague de fermetures d'entreprises.

Le secteur Horeca sait que nous sommes tous une part de la solution, mais nous nous demandons si nous sommes le secteur oublié par le gouvernement. Nous avons tous mis en place et investi pour garantir la sécurité des clients et de nos collaborateurs, mais cela n'est pas approuvé à sa juste valeur, malgré notre label « safe to serve » approuvé par le Ministère de la santé.

Nous ne demandons pas de aumônes, mais ce qui nous revient de droit.

La volonté du secteur n'est pas de vivre des subventions mais du fruit de son travail.